

ASSEMBLÉE NATIONALE

3 novembre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-3970

présenté par

M. Pilato, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE 35**ÉTAT B****Mission « Santé »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	5 000 000	0
Protection maladie	0	0
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la Relance et la Résilience (FRR) européenne au titre du volet « Ségur investissement » du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	5 000 000
TOTAUX	5 000 000	5 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, les député.es membres du groupe LFI-Nupes proposent de dédier 10 millions d'euros au déploiement d'une expérimentation d'une durée de deux ans portant sur l'organisation d'une campagne de dépistage et de prévention de l'intoxication au plomb chez les enfants des populations dites "des gens du voyage" dans une liste limitée de territoires déterminée par arrêté des ministres de la Santé et de la Sécurité sociale.

À la suite du signalement d'un cas de saturnisme chez les enfants de familles de gens du voyage en Charente en 2015, l'Agence régionale de santé de Nouvelle-Aquitaine a lancé une étude de 2017 à 2019 afin de décrire l'exposition au plomb des enfants de cette population. Parmi les 100 enfants âgés de 24 mois à 17 ans avec un résultat de plombémie, 40 enfants avaient une plombémie supérieure au seuil d'intervention de 50 µg/L ; 13 de ces enfants avaient une plombémie supérieure à 100 µg/L. Le fait d'être un garçon âgé entre 11 et 14 ans et de participer aux activités à risque de contamination, augmentait de manière significative la moyenne géométrique des plombémies. Parmi les activités à risque, le démontage de voitures, le brûlage de matériaux pour en séparer les métaux, ainsi que le découpage et la manipulation de ferraille étaient le plus souvent cités. Les aires de ferrailage présentaient des taux de contamination au plomb de la terre largement supérieurs au seuil de 300 mg/kg préconisé par le Haut Conseil de la santé publique (HCSP) pour la mise en œuvre d'un dépistage.

Selon un bulletin épidémiologique publié par le 28 juin 2022, Santé Publique France indique que les niveaux de plombémie détectés lors de ce dépistage incitent à renforcer le dépistage du saturnisme sur l'ensemble des enfants issus de la population des "gens du voyage", y compris ceux âgés de plus de 6 ans.

Cet amendement propose le financement d'une expérimentation en ce sens.

Par cet amendement, nous proposons donc d'abonder de 5 millions d'euros les CP et AE de l'action 12 "Santé des populations" du programme 204 "Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins" en prélevant d'autant les crédits de l'action 02 "Séjour investissement du PNRR" du programme 379 "Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la Relance et la Résilience (FRR) européenne au titre du volet « Séjour investissement » du plan national de relance et de résilience (PNRR)".

Nous appelons le Gouvernement à lever le gage.